La faillite de Barings en 1995

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Barings Futures Singapore et Nick Leeson

Barings était présente dans la banque d'affaires londonienne depuis plus de 230 ans. À la fin des années 1980, elle se lança dans de nouveaux métiers, avant tout le négoce de titres par l'intermédiaire de Baring Securities Limited. Le groupe eut du mal à les intégrer dans une structure dont la culture avait été façonnée par la banque traditionnelle.[1] La crise antérieure de 1890, lorsque la Banque d'Angleterre organisa un fonds de garantie de 17,1 millions de livres après que Barings eut dirigé quelque 140 millions de livres d'investissements vers l'Argentine, avait montré que la maison pouvait être sauvée lorsque la City la jugeait trop importante pour faire faillite.[2] Un tel sauvetage ne serait plus possible en 1995.

Barings ouvrit un bureau de contrats à terme et d'options à Singapour en avril 1992. Nick Leeson, un jeune employé issu du service de règlement-livraison de Barings, en fut nommé directeur général. On lui confia à la fois le front office, où les opérations étaient exécutées, et le back office, où elles étaient enregistrées et réglées. Il n'était autorisé à négocier que dans le cadre d'une opération de « switching » entre le SIMEX et la Bourse d'Osaka, que la direction de Barings jugeait peu risquée parce qu'elle ne comportait pas de positions ouvertes sèches.[3]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le compte 88888 et les pertes dissimulées

En réalité, Leeson prit pendant deux ans et demi des positions non autorisées sur des contrats à terme sur le Nikkei et sur les obligations d'État japonaises, au SIMEX et à Osaka. Il vendit aussi, sans autorisation, des options sur l'indice Nikkei, ce qui exposait le groupe à des pertes potentiellement illimitées. Il dissimula les pertes qui en résultèrent dans un compte d'erreurs de la succursale, connu plus tard sous son numéro, 88888. Comme il contrôlait le back office, il pouvait manipuler les écritures de sorte que le compte n'apparaisse pas dans les rapports envoyés à Londres.[4]

Les chiffres publiés après la faillite montrent comment les pertes s'accumulèrent. Selon l'exposé du chancelier de l'Échiquier devant le Parlement, elles dépassaient 20 millions de livres à la fin de 1993 et 200 millions de livres à la fin de 1994. Les comptes provisoires de Barings pour 1994 affichaient pourtant un bénéfice avant impôts de 102 millions de livres, après une dotation du même montant à une réserve de primes du groupe, alors que les fonds propres comptabilisés du groupe étaient de l'ordre de 350 millions de livres. À un moment, la direction de Barings crut que plus de 60 % des revenus de son activité mondiale de produits dérivés provenaient de l'arbitrage prétendument peu risqué de Leeson.[5] Ces bénéfices apparents étaient en fait le produit de pertes dissimulées. Personne à Londres ne se demanda comment une activité sans risque pouvait rapporter autant.

Kobe et les dernières semaines

Au début de 1995, Leeson détenait des positions longues sur les contrats à terme sur le Nikkei, des positions courtes sur les contrats à terme sur les obligations d'État japonaises et une position vendeuse de volatilité sur les options sur le Nikkei. Cette stratégie exigeait que le Nikkei monte, que les cours des obligations japonaises baissent et que la volatilité de l'indice reste faible. Le 17 janvier 1995, un séisme de magnitude 6,9 frappa la région de Kobe, au Japon. À partir de la mi-janvier environ, le Nikkei recula, parfois fortement, tandis qu'un assouplissement des taux d'intérêt japonais causait des pertes sur les positions courtes en obligations. Au début de février, Leeson récupéra brièvement ses pertes de l'année. Au cours des deux dernières semaines du mois, tous ses marchés se retournèrent contre lui.[6]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les pertes devaient être financées par des appels de marge versés aux bourses, qui exigeaient chaque jour des liquidités de Barings au gré de l'évolution des cours. L'argent venait principalement de Londres et était avancé à Singapour sans aucun contrôle indépendant de la validité des demandes. Price Waterhouse, désigné par le tribunal à Singapour, rapporta que Barings avait envoyé environ 900 millions de dollars US à sa filiale de contrats à terme de Singapour au cours des deux premiers mois de 1995. Juste avant la faillite, le financement accordé à la filiale singapourienne représentait le double des fonds propres du groupe Barings.[7] Le système de marges de la bourse fit donc exactement ce pour quoi il avait été conçu. Il obligea Barings à payer ses pertes en espèces, jour après jour, jusqu'à ce que la banque ne puisse plus payer.

Fuite, insolvabilité et procès

Leeson quitta Singapour le 23 février 1995. Au cours du week-end suivant, la Banque d'Angleterre tenta sans succès d'organiser un sauvetage. Barings fut déclarée insolvable le 26 février. Le 27 février, les pertes cumulées atteignaient 827 millions de livres. En y ajoutant le coût de la liquidation de toutes les positions, les pertes sur les opérations non autorisées de la filiale singapourienne s'élevèrent à 927 millions de livres. Au début de mars, le groupe financier néerlandais ING racheta Barings pour la somme symbolique d'une livre et reprit ses engagements.[8]

Leeson fut arrêté à Francfort le 2 mars 1995 et extradé vers Singapour en novembre, les sources datant l'extradition du 20 ou du 23 novembre 1995. Il plaida coupable de deux chefs d'accusation : avoir trompé les commissaires aux comptes de la banque et avoir escroqué le SIMEX. Le District Judge Richard Magnus le condamna à six ans et demi d'emprisonnement. L'accusation renonça à poursuivre neuf autres chefs de fraude et de faux, que Leeson reconnut et que le tribunal prit en considération dans la fixation de la peine. Il fut libéré de la prison de Changi en juillet 1999, après avoir purgé environ les deux tiers de sa peine grâce à une remise pour bonne conduite.[9]

Le choix de Singapour comme lieu du procès avait son importance. Les infractions ayant été commises sur une bourse singapourienne et au détriment d'un marché singapourien, les autorités de Singapour demandèrent l'extradition d'un

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

ressortissant britannique arrêté en Allemagne et le jugèrent selon le droit singapourien. Le procès montra aux acteurs étrangers que la cité-État appliquerait son droit pénal aux comportements sur ses marchés, quelle que soit la nationalité de l'auteur ou de son employeur. Le chapitre V de la partie H revient sur ce principe dans le contexte de la répression moderne.

Notes

1. Reserve Bank of Australia, « Implications of the Barings Collapse for Bank Supervisors », *RBA Bulletin*, novembre 1995, p. 1 : Barings avait « a presence in merchant banking of over 230 years » ; à partir de la fin des années 1980, la tâche la plus difficile fut « the incorporation of the securities business into a structure which, until then, had been dominated by banking activities and culture ». ↩

2. Bank of England, *Bank Underground*, « Rescuing a SIFI, Halting a Panic: the Barings Crisis of 1890 », 10 février 2016 : Barings avait dirigé environ 140 millions de livres vers l'Argentine entre 1885 et 1890 ; le fonds de garantie de 17,1 millions de livres fut annoncé le 15 novembre 1890. ↩

3. Wikipedia, « Nick Leeson » (consulté en novembre 2026) : Barings ouvrit un bureau de contrats à terme et d'options à Singapour en avril 1992 ; Leeson, nommé directeur général, fut « sent to head both front office and back office operations » ; Reserve Bank of Australia, « Implications of the Barings Collapse for Bank Supervisors », *RBA Bulletin*, novembre 1995, p. 2 : Leeson « was authorised to engage in active trading out of Singapore, but only as part of a 'switching' (or arbitrage) operation between the Singaporean and Osaka futures exchanges », activité jugée peu risquée parce qu'elle ne comportait pas de positions ouvertes sèches. ↩

4. Reserve Bank of Australia, « Implications of the Barings Collapse for Bank Supervisors », *RBA Bulletin*, novembre 1995, p. 2 : Leeson « had engaged, for a period of 2½ years, in unauthorised position-taking in Nikkei futures and Japanese Government Bond (JGB) futures on SIMEX and Osaka futures exchanges » et avait vendu, sans autorisation, des options cotées sur l'indice

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Nikkei ; Wikipedia, « Barings Bank » (consulté en novembre 2026) : Leeson modifia le compte d'erreurs de la succursale, connu plus tard sous le nom de compte 88888, le « five-eights account », pour empêcher Londres de recevoir les rapports quotidiens standard. ↩

5. *Hansard*, House of Lords, 18 juillet 1995, « Barings », vol. 566, col. 142–156 (reprise de la déclaration du chancelier) : pertes cumulées de « over £20 million » à la fin de 1993 et de « over £200 million » à la fin de 1994 ; Reserve Bank of Australia, « Implications of the Barings Collapse for Bank Supervisors », *RBA Bulletin*, novembre 1995, p. 2–3 : pertes non comptabilisées de 185 millions de livres en 1994 ; les comptes provisoires pour 1994 affichaient un bénéfice avant impôts de 102 millions de livres « after allowing for transfers to a Group bonus pool of the same amount » ; fonds propres comptabilisés du groupe « in the order of £350 million » ; « over 60 per cent of the revenues of its worldwide derivatives operations was generated out of Leeson's arbitrage operations ». ↩

6. Reserve Bank of Australia, « Implications of the Barings Collapse for Bank Supervisors », *RBA Bulletin*, novembre 1995, p. 2 : au début de 1995, Leeson prenait des positions longues sur les contrats à terme sur le Nikkei, des positions courtes sur les contrats à terme sur les JGB et une position « short volatility » sur les options cotées sur le Nikkei, ce qui exigeait que le Nikkei monte, que les cours des obligations japonaises baissent et que la volatilité reste faible ; « from around mid January, the Nikkei fell, at times sharply » ; à un moment, au début de février, Leeson avait récupéré ses pertes de l'année ; au cours des deux dernières semaines de février, tous les marchés se retournèrent contre lui ; Wikipedia, « Great Hanshin earthquake » (consulté en novembre 2026) : le séisme frappa le 17 janvier 1995 à 5 h 46 min 53 s, heure normale du Japon, et « measured 6.9 on the moment magnitude scale ». ↩

7. *Hansard*, House of Lords, 18 juillet 1995, « Barings » : « The money required to fund the losses came primarily from London » et fut « advanced to Singapore with no independent check on the validity of the requests » ; *The Christian Science Monitor*, « Singapore Sent Warnings In Barings Bank Debacle », 8 mars

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

1995 : Price Waterhouse rapporta qu'au cours des deux premiers mois de 1995, Barings avait envoyé environ 900 millions de dollars à sa filiale de contrats à terme de Singapour ; Reserve Bank of Australia, *RBA Bulletin*, novembre 1995, p. 3 : « Immediately prior to the collapse, funding to BFS represented twice Barings Group capital. » ↩

8. Wikipedia, « Barings Bank » (consulté en novembre 2026) : Leeson quitta Singapour le 23 février 1995 ; une tentative de sauvetage de la Banque d'Angleterre pendant le week-end échoua ; Barings fut déclarée insolvable le 26 février 1995 ; ING racheta la banque en 1995 « for the nominal sum of £1 » et reprit ses engagements ; Reserve Bank of Australia, *RBA Bulletin*, novembre 1995, p. 2 : les pertes cumulées non déclarées atteignirent « £827 million by 27 February 1995. Adding in the costs of closing out all positions, cumulative losses incurred on BFS's unauthorised trading totalled £927 million. » ↩

9. Wikipedia, « Barings Bank » (consulté en novembre 2026) : arrêté à Francfort le 2 mars et extradé vers Singapour le 23 novembre, 272 jours après sa fuite ; Wikipedia, « Nick Leeson » (consulté en novembre 2026) : extradé le 20 novembre 1995 ; plaidoyers de culpabilité pour deux chefs de « deceiving the bank's auditors and of cheating the Singapore exchange » ; peine de six ans et demi prononcée par le District Judge Richard Magnus ; libération en juillet 1999 pour bonne conduite après avoir purgé au moins les deux tiers de la peine ; *Gulf News*, « December 2, 1995: Whiz-kid trader Nick Leeson jailed » : neuf autres chefs de fraude et de faux furent abandonnés, mais reconnus et pris en considération ; six mois de la peine se rapportaient à la tromperie des commissaires aux comptes. Les sources datent le jugement du 1er ou du 2 décembre 1995. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.